

Note conceptuelle

Manifestation parallèle sur le thème «Faire face à la crise dans la région du lac Tchad: des partenariats pour renforcer la résilience des moyens d'existence»

Mercredi 21 février 2018

Contexte et justification

Le mouvement d'insurrection lancé par Boko Haram dans le nord-est du Nigéria s'est propagé aux autres pays du bassin du lac Tchad, à savoir le Cameroun, le Niger et le Tchad, ce qui a des conséquences dévastatrices sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence. Des millions de personnes déplacées ont désormais difficilement accès à des terres et à d'autres actifs agricoles, ce qui crée des besoins humanitaires immenses dans une région déjà marquée par l'insécurité alimentaire, la pauvreté et la dégradation de l'environnement.

Les effets de la crise sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence sont d'une ampleur telle qu'il convient d'adopter une approche régionale, en coordination avec toutes les parties prenantes, afin de renforcer la résilience des populations concernées et d'obtenir rapidement des résultats tangibles.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en partenariat avec d'autres entités du système des Nations Unies et des organismes de développement, s'efforce d'apporter une aide à des milliers de ménages vulnérables touchés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition. La manifestation parallèle sera l'occasion de présenter les difficultés et les enjeux des interventions humanitaires dans la région du lac Tchad et de proposer des recommandations sur le renforcement des partenariats afin que les populations touchées disposent de moyens d'existence résilients.

Le conflit et l'insécurité ne sont pas l'unique cause de la crise. Celle-ci découle, en effet, d'un ensemble de facteurs socioéconomiques et écologiques complexes et interdépendants qui ont une incidence sur les moyens d'existence ruraux et urbains dans le bassin du lac Tchad. L'accroissement démographique, la concurrence sans merci dont font l'objet les ressources naturelles et économiques, l'absence de services sociaux de base et le manque de débouchés rémunérateurs, la marginalisation des groupes vulnérables, des stratégies de survie préjudiciables et les divisions sociales fondées sur les moyens d'existence, l'appartenance ethnique ou la religion, ainsi que les problèmes de gouvernance, sont les principaux éléments qui sous-tendent la crise. Dans la région, l'environnement est extrêmement fragile et certaines variables, comme le changement climatique, le caractère imprévisible des précipitations et les prélèvements d'eau accrus du fait de la pression démographique, ou encore la pollution, ont des conséquences sur le lac Tchad.

Dans les quatre pays qui partagent le bassin du lac Tchad, quelque 17 millions de personnes vivent dans des zones en proie à la crise. On compte près de 2,5 millions de personnes qui sont soit déplacées à l'intérieur de leur propre pays, soit réfugiées dans un autre pays. Il s'agit à cet égard de l'une des plus importantes crises de ce type dans le monde et aussi de l'une de celles qui s'amplifient le plus rapidement. En juillet 2017, 7,2 millions environ de personnes se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire à un niveau correspondant à une situation de crise ou d'urgence et plus de 500 000 enfants souffraient de malnutrition aiguë.

L'agriculture concentre l'essentiel des moyens d'existence en milieu rural dans les quatre pays concernés. Des insurgés ont pris pour cible les populations locales dans le but d'obtenir des ressources et de forcer les personnes vulnérables à partir. Les agriculteurs qui ont été contraints à abandonner leurs terres ne sont plus en mesure de nourrir leur famille sans aide humanitaire. Les prix des aliments ont augmenté. En outre, les destructions d'infrastructure et la perturbation de services déjà limités ont contribué à faire baisser la production agricole.

Il est indispensable de s'engager de nouveau à prêter un appui rapide aux millions de personnes dans le besoin, ce qui ne pourra se faire sans un solide partenariat. S'il est important de répondre aux besoins les plus pressants, il ne faut pas négliger pour autant de commencer à renforcer la résilience aux chocs à plus long terme. Nous devons nous acheminer vers une approche de la réduction et de la gestion des risques qui soit planifiée, souple et adaptable, de manière à pouvoir atténuer les effets du changement climatique, améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, donner un accès équitable aux ressources et aux services et assurer une croissance durable des débouchés rémunérateurs. Il est crucial de renforcer la résilience en associant interventions d'urgence et redressement durable, ainsi qu'en améliorant l'interface entre l'aide humanitaire et le développement. Seule une approche globale peut permettre de résoudre la crise, dans la mesure où une telle approche comprend des mesures destinées à atténuer les facteurs de conflit et à renforcer les systèmes et les communautés locaux. Il faut agir sur trois plans – cohésion sociale, capital social et atténuation du conflit – comme point de départ pour mener une action auprès de la population, en s'appuyant sur la gestion des ressources naturelles et les régimes fonciers.

C'est dans ce contexte que la FAO a décidé d'organiser, en marge de sa trentième Conférence régionale pour l'Afrique, une manifestation sur la crise dans la zone du lac Tchad. Il s'agit de fournir une vue d'ensemble et des perspectives sur les mesures à prendre pour atténuer les effets des causes profondes des conflits et de l'instabilité.

Lieu et date: *Conference Hall*, 21 février 2018

Participeront à la manifestation des représentants de haut niveau, de préférence des ministres, des quatre pays concernés (Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad), la Commission du bassin du lac Tchad, le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), le G5 Sahel, des représentants de haut niveau d'autres partenaires techniques et financiers, y compris le Programme alimentaire mondial, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et la direction de la FAO.

Durée: 1 heure

Résultats escomptés

- Vision commune de la crise dans le bassin du lac Tchad et mesures prises jusqu'à présent par la FAO et ses partenaires dans chaque pays;
- Sensibilisation des responsables politiques à la complexité de la crise dans la région par la mise en évidence des liens entre une paix et une sécurité alimentaire durables, le changement climatique, les migrations et le renforcement de la résilience;
- Meilleure connaissance des possibilités d'intervention face à la crise, l'accent devant continuer d'être mis sur la promotion de l'interface entre aide humanitaire, développement et paix.

La manifestation parallèle abordera quatre thèmes: paix et sécurité alimentaire, migrations forcées, protection sociale réactive face aux chocs, et changement climatique et résilience.

La FAO, en sa qualité d'hôte, prononcera les allocutions d'ouverture, avant de céder la parole aux représentants des pays concernés (Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad), qui s'exprimeront dans le cadre d'une conférence-débat que l'Organisation animera. Chacun des représentants de haut niveau sera invité à intervenir sur un thème de son choix parmi les quatre proposés:

1. **Paix et sécurité alimentaire** – Améliorer la sécurité alimentaire et renforcer la résilience des populations rurales est l'un des moyens de contribuer à instaurer une paix durable dans le bassin du lac Tchad. Les initiatives destinées à favoriser les moyens d'existence ruraux et une gestion équitable des ressources naturelles peuvent aider à prévenir les crises, à atténuer leurs effets et à faciliter le redressement et la stabilisation. Les connaissances, l'étude et l'analyse sont essentiels pour mieux comprendre la situation dans le bassin du lac Tchad et produire des éléments qui montrent que l'amélioration de la sécurité alimentaire, la réhabilitation de l'agriculture et le renforcement de la résilience peuvent participer à la prévention des conflits, à une paix durable et à la stabilité.
2. **Migrations forcées** – La région connaît la progression démographique la plus rapide d'Afrique. La pauvreté, la fragilité de l'environnement, les crises socioéconomiques et le manque de débouchés incitent les gens à migrer vers les pays voisins et même plus loin. Entre les conflits, le changement climatique et l'insécurité alimentaire, les populations vulnérables sont prises au piège et se voient contraintes de partir. Des initiatives de politique générale visant à promouvoir l'emploi et des débouchés professionnels diversifiés et résilients face au climat pour toutes les catégories de personnes, en particulier les femmes et les jeunes, joueraient un rôle capital dans la région (services non agricoles/écosystémiques, agriculture urbaine et périurbaine).
3. **Protection sociale réactive face aux chocs** – De toute évidence, les gouvernements doivent tenir compte, à l'heure d'élaborer des programmes de protection sociale, des crises et des risques récurrents, comme la variabilité climatique ou encore les chocs liés aux prix et aux marchés, qui ont des incidences sur la vie des populations dans le bassin du lac Tchad. Dans cette région, la FAO encourage le recours aux transferts en espèces. C'est un moyen qui permet de sauver des vies, de rétablir les moyens d'existence et de renforcer la résilience en contribuant à améliorer la production agricole et la sécurité alimentaire et nutritionnelle face à une catastrophe naturelle, un conflit ou un choc économique, mais aussi de soutenir des initiatives de développement et de protection sociale à plus long terme.

4. **Changement climatique et résilience** – Il est crucial de promouvoir et d'appuyer des pratiques et des politiques agricoles durables à plus long terme dans la région du lac Tchad, afin de faciliter l'adaptation au changement climatique et à la concurrence croissante dont les ressources naturelles font l'objet. Le fil conducteur du volet concernant la résilience est la prévention, dont l'objectif est de renforcer la capacité d'adaptation d'une population ou d'un système et qui consiste à transposer à plus grande échelle des solutions durables et résilientes, qu'il s'agisse de la gestion des sols et de l'eau ou de la gestion des risques de catastrophe.

Ordre du jour et participants

	Modérateur: à déterminer
5 minutes	Observations liminaires/Perspectives: M. Bukar Tijani, Sous-Directeur général/ Représentant régional, Bureau régional de la FAO pour l’Afrique
15 minutes	Présentation <ul style="list-style-type: none">• Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) • Table ronde avec la participation de quatre ministres: Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad<ul style="list-style-type: none">- Facilitateur: Niger- Présentation: M. Helder Muteia, Coordonnateur sous-régional de la FAO pour la région Afrique centrale
20 minutes	Questions et réponses Clôture: M. Bukar Tijani, Sous-Directeur général/ Représentant régional, Bureau régional de la FAO pour l’Afrique